

Séance ordinaire du mardi 1 février 2022

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le premier février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Politique alimentaire et agriculture urbaine

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Agnès SAURAT, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Elodie BRUN-MANDON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Emilie CABELLO ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Michel CALVO ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Jean-Dominique DELAVEAU ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Clare HART, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Georges ARDISSON, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Yvan NOSBE ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Eddine ARIZTEGUI, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Charles SULTAN, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB.

Absents / Excusés :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN

Convention de prêt à usage ou commodat entre la Ville de Montpellier et l'entreprise agricole NEAFILA pour une mise à disposition à titre gratuit d'une partie de la parcelle et de la villa sise 1457 rue du Pioch de Boutonnet - Approbation - Autorisation de signature

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville est propriétaire de la parcelle « Legs Guiraud » (1,4 hectare avec villa), située 1457 rue du Pioch de Boutonnet.

Dans le cadre du développement de l'agriculture urbaine à Montpellier et du soutien à des projets innovants, il est proposé d'accueillir sur ce site, l'entreprise agricole NEAFILA.

Cette start-up (représentée par Alexandra MERCUZOT et Quentin OTHO) première ferme urbaine de micropousses est actuellement en activité dans les sous-sols d'une ancienne imprimerie du centre-ville de Montpellier. Le local actuel est devenu trop petit pour répondre aux besoins. Riche d'une bonne expérience, NEAFILA cherche des lieux adaptés à leur production biologique de graines germées, de jeunes pousses et champignons sous couvert. Leur production est distribuée à vélo aux restaurateurs et commerces de proximité. Peu gourmande en énergie et soucieuse de la qualité de ses produits, elle propose un modèle d'agriculture qui se veut à la fois productif, éthique et pérenne.

L'occupation de la villa et de 700 m² de terrain permettra de valoriser le site en attendant la réalisation d'un projet sur une partie du terrain (EHPAD, crèche).

Les services de la Ville de Montpellier ont accompagné le projet pour le diagnostic technique et une étude financière afin de définir la faisabilité et d'estimer le coût des projets, ainsi que la remise en état de la villa et la préparation du sol. Ce coût est d'environ 130 000 € pour la Ville de Montpellier. Associé au projet d'installation de Mme DURAND HULAK (production de plantes aromatiques) dont le coût est estimé à 25 000 €, le coût global pour la Ville de Montpellier est estimé de 155 000 €. En outre, les travaux engagés sur la villa pourront également servir de base de vie pour le chantier du futur EHPAD.

Dans le cadre du développement innovant de l'agriculture urbaine à Montpellier, il est proposé la mise à disposition temporaire sur 2 ans renouvelable par tacite reconduction à l'entreprise agricole NEAFILA. Cette mise à disposition du site se fera à titre gracieux avec comme contrepartie de surveillance du site pour éviter les squats. NEAFILA proposera aussi des animations ouvertes à des groupes scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de prêt à usage du site à l'entreprise agricole NEAFILA ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 9 février 2022

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 février 2022

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention NEAFILA

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20220201-181392-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/02/22
Réception en Préfecture : 09/02/22

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.